

Perturbateurs endocriniens : conflits d'intérêts à haute dose

Par Stéphane Horel et Brian Bienkowski

Article publié par [Environmental Health News](#), 23 septembre 2013

Un groupe de scientifiques à l'origine d'un éditorial hostile au projet de réglementation européenne des perturbateurs endocriniens est lié à l'industrie.

Dix-sept sur dix-huit. Selon une enquête d'*Environmental Health News*, la quasi totalité des auteurs d'un [éditorial controversé](#) sur le projet de réglementation européenne des perturbateurs endocriniens sont liés à l'industrie. Ces dix-sept rédacteurs et rédacteurs en chef de plusieurs revues de toxicologie ont collaboré avec l'industrie chimique, pharmaceutique, cosmétique, et celles du tabac, des pesticides ou des biotechnologies. Certains ont bénéficié de financements d'associations industrielles. D'autres ont travaillé comme consultants ou conseillers [Voir ci-dessous *Conflits d'intérêts : révélations sur des scientifiques liés à l'industrie*].

Publié dans quatorze revues scientifiques entre juillet et septembre, l'éditorial a soulevé une vague d'indignation dans le milieu scientifique européen et à Bruxelles. Le texte critique le [projet de proposition](#) de la [Direction Générale de l'Environnement](#) de la Commission, fuité en juin. Ce projet recommande une approche de précaution qui pourrait mener à l'interdiction de produits chimiques d'usage courant. Les signataires de l'éditorial, qui comptent plusieurs professeurs de toxicologie d'universités européennes, estiment que le projet, « sans base scientifique », « défie le sens commun, la science bien établie et les principes de l'évaluation des risques ». La proposition pourrait avoir des « implications inquiétantes » pour la « science, l'économie et le bien-être de l'humanité dans le monde entier », et elle est « dépourvue de la rigueur scientifique qu'exigent des dispositions législatives aussi importantes », écrivent-ils.

Les perturbateurs endocriniens sont des produits chimiques qui peuvent interférer avec les hormones, comme l'œstrogène, la testostérone ou les hormones thyroïdiennes. On les trouve dans les produits de consommation courante comme les aliments, les cosmétiques, les pesticides et les plastiques. Parmi eux, le bisphénol-A, contenu dans les plastiques rigides, certains tickets de caisse ou le vernis intérieur des boîtes de conserve ; les phtalates, utilisés dans les parfums et le vinyl ; ainsi que certains pesticides et retardateurs de flamme. Leurs effets sur la santé humaine sont incertains, mais de nombreuses études sur l'animal, ainsi que des études sur l'homme, les relient à des troubles de la reproduction, des cancers et d'autres maladies.

Les enjeux de la controverse sont importants. La Commission européenne est engagée dans l'élaboration d'une stratégie pour réglementer les perturbateurs endocriniens. L'Europe deviendrait alors la première région au monde à se doter de nouvelles règles du jeu qui auraient des répercussions à l'échelle globale : l'ensemble des industriels qui commercialisent des produits sur le marché européen devront s'y soumettre, tous secteurs confondus.

Des conflits « inquiétants »

Les scientifiques qui ont répondu aux questions de *Environmental Health News* démentent avoir été influencés par l'industrie. Toxicologue et auteur principal de l'éditorial, Daniel Dietrich a conseillé un [organisme industriel](#) financé par le secteur de la chimie, des pesticides et du pétrole qui est impliqué dans le lobbying sur les perturbateurs endocriniens auprès de la Commission européenne. « Nous pensons que le débat sur les conflits d'intérêts ne rendra service à personne parce qu'il détourne l'attention du vrai problème », a déclaré Daniel Dietrich lors d'un entretien.

D'autres scientifiques s'interrogent pourtant sur les motivations des auteurs et relèvent l'absence de publication de leurs liens éventuels avec l'industrie [NDLR. *Les articles publiés dans la littérature scientifique sont en général accompagnés d'une déclaration d'intérêt des auteurs. Ce n'était pas le cas de l'éditorial de Dietrich*]. Un éditorial critiquant une proposition de politique publique est une « [initiative inhabituelle](#) » pour des rédacteurs de revues scientifiques, jugent-ils.

« Cet éditorial me surprend beaucoup. Je le trouve émotionnel et vague. Il mélange science et politique et comporte trop d'erreurs », confie Åke Bergman, chercheur en chimie environnementale à l'Université de Stockholm. Mis au courant des conflits d'intérêts des auteurs, il les a qualifiés d'« inquiétants ». Le 27 août, quarante et un scientifiques sans conflits d'intérêts déclarés – dont Åke Bergman – ont publié une [réfutation](#) dans la revue *Environmental Health*. Ils y estiment « préoccupant que l'éditorial de Dietrich semble avoir été conçu comme une intervention destinée à avoir un impact sur les décisions imminentes de la Commission

européenne ». L'éditorial, écrivent-ils, « ignore les preuves scientifiques et les principes bien établis de l'évaluation des risques des produits chimiques ». Spécialistes reconnus au niveau mondial, quatorze des auteurs de cette réponse, dont Åke Bergman, ont participé à la rédaction d'un [récent rapport](#) sur les perturbateurs endocriniens pour l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme des Nations unies pour l'Environnement. Ce rapport qualifiait les perturbateurs endocriniens de « menace mondiale à laquelle il faut apporter une solution ».

Une [seconde réfutation](#), signée celle-là par 104 scientifiques et rédacteurs de revues scientifiques a été publiée le 18 septembre. L'éditorial de Dietrich et ses collègues « dessert la Commission européenne, la science – y compris le domaine de la toxicologie –, et surtout la santé publique », écrivent-ils dans la revue *Endocrinology*. L'un de ses signataires, Pete Myers, fondateur de *Environmental Health News*, est directeur scientifique de l'organisation Environmental Health Sciences et rédacteur en chef adjoint de la revue *Endocrine Disruptors*.

La stratégie de la Commission européenne

La [Commission européenne](#) prévoit de réguler les perturbateurs endocriniens en modifiant trois de ses règlements. Au cœur du processus, deux questions controversées. Tout d'abord, la Commission doit décider si ces substances sont inoffensives en dessous d'un certain seuil de concentration. Si aucun seuil ne peut être déterminé, l'industrie devra alors démontrer que les bénéfices socio-économiques l'emportent sur les risques pour la santé humaine, ou bien qu'il n'existe pas d'alternative. Sans quoi ils seraient interdits dans le cadre de REACH, la réglementation européenne sur les produits chimiques industriels adoptée en 2006. La seconde question concerne les perturbateurs endocriniens de la famille des pesticides et des biocides, déjà soumis à de nouvelles réglementations qui exigent leur retrait du marché. Encore faut-il que la Commission élabore les critères précis qui permettront de les identifier.

La Commission devait annoncer sa proposition finale cette année. Mais elle envisage désormais de lancer une « étude d'impact » (« impact assesment »), une procédure qui pourrait retarder l'ensemble des décisions jusqu'à la fin de l'année prochaine.

Le lobbying des industriels de la chimie, des pesticides, des cosmétiques et du plastique auprès de la Commission s'oppose à toute réglementation supplémentaire. L'industrie affirme que des seuils existent pour les perturbateurs endocriniens et conteste l'approche de précaution pour l'établissement des critères d'identification.

Les 18 auteurs de l'éditorial critiquent l'approche de l'Union européenne, qu'ils estiment « fondée sur une quasi ignorance de principes de pharmacologie et de toxicologie à la fois bien établis et intégrés dans l'enseignement ». Ils affirment que l'on peut déterminer un seuil pour les perturbateurs endocriniens, et que les toxicologues devraient faire la distinction entre les effets qui déclenchent une réponse d'adaptation du système hormonal et de réels effets nocifs.

Mais d'autres scientifiques désapprouvent leur position. Les perturbations hormonales au cours du développement peuvent avoir des effets irréversibles, répliquent Åke Bergman et ses collègues dans leur réfutation. Quant à « l'existence d'un seuil pour les perturbateurs endocriniens », ajoutent-ils, elle ne peut être « démontrée de façon expérimentale ». Des scientifiques soutiennent que les études sur l'animal montrent que le bisphénol-A et d'autres perturbateurs endocriniens peuvent être nocifs pour le fœtus à de faibles doses, tandis que des doses plus élevées n'ont pas d'effets ou des effets différents.

« Dans son aspect le plus préoccupant, l'éditorial de Dietrich et ses collègues brouille les frontières entre ce qui relève de la science et ce qui appartient aux domaines des choix politiques, sociétaux et démocratiques », écrivent les 41 auteurs de la première réfutation. L'éditorial de Dietrich était en effet accompagné d'une [lettre](#) signée par 71 scientifiques – parmi lesquels certains auteurs de l'éditorial – qui exhorte la Conseillère scientifique principale auprès du Président de la Commission européenne, [Anne Glover](#), à intervenir dans le débat. Au moins 40 d'entre eux ont des liens avec diverses industries. L'organisation européenne des industries des pesticides – European crop protection association (ECPA) – a récemment [apporté son soutien](#) à leur démarche.

Influencé par l'industrie ? « La question est complètement idiote »

Rédacteur en chef de la revue *Environmental Health*, Philippe Grandjean a [pressé](#) Dietrich et ses collègues de corriger leur « oubli » concernant la mention de leurs conflits d'intérêts potentiels. « C'est important que les universitaires partagent leur savoir avec les parties prenantes. Mais quand des intérêts financiers sont en jeu, il est également important que cela soit rendu public », estime Philippe Grandjean, qui est professeur et directeur de recherche en médecine environnementale à l'Université du Danemark du Sud, et professeur associé en santé

environnementale à l'école de santé publique de Harvard.

De son côté, Daniel Dietrich soutient que l'absence de déclaration des conflits d'intérêts est due à la nature du texte – un éditorial –, et qu'il ne s'agissait pas de publier « *des données sur telle ou telle substance* ». Que l'industrie ait apporté son soutien à lettre destinée à Anne Glover est, d'après lui, hors de propos. « *Il y a des choses qu'on ne peut pas contrôler. Si quelqu'un – que ce soit l'industrie chimique, la Commission européenne, ou n'importe qui – vient me dire "c'est une bonne idée", cela ne veut pas nécessairement dire que je suis affilié avec tel ou untel* », avance Daniel Dietrich, qui est rédacteur en chef de la revue *Chemico-Biological Interactions* et directeur du groupe de recherche en toxicologie environnementale à l'Université de Constance, en Allemagne. Daniel Dietrich est un ancien conseiller du Centre européen d'écotoxicologie et de toxicologie des produits chimiques (ECETOC), qui est financé par des industriels de la chimie, des pesticides et du pétrole. Il a également publié dans la littérature scientifique avec des employés de Dow Europe et de firmes pharmaceutiques.

Quand on lui demande si son implication avec l'industrie a influencé son opinion sur le projet de réglementation, Bas Blaauboer, rédacteur en chef de la revue *Toxicology in vitro*, réplique que « *la question est complètement idiote* ». « *Quand on travaille dans une université, on collabore avec des gens partout dans le monde, y compris avec des gens qui travaillent dans l'industrie. Mais on a toujours la liberté de dire ce que l'on veut* », affirme-t-il. « *Si vous arrivez à identifier un seul de mes propos qui serait manifestement influencé par ce type de conflits d'intérêts, faites-le moi savoir. Mais vous n'en trouverez pas.* » Professeur de toxicologie à l'Université d'Utrecht aux Pays-Bas, Bas Blaauboer, a reçu 399.676€ de fonds de recherche du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC) entre avril 2008 et mars 2010. Il est également membre d'un comité technique sur l'évaluation des risques au sein de l'International Life Sciences Institute (ILSI), une organisation financée par l'industrie.

Être financé par l'industrie, « manière normale de procéder »

Obtenir de l'argent auprès de plusieurs sources – notamment l'industrie –, est une « *manière normale de procéder* » pour faire de la recherche aujourd'hui, explique Wolfgang Dekant, rédacteur en chef de la revue *Toxicology Letters* et professeur de toxicologie à l'Université de Würzburg, en Allemagne. « *On ne peut plus faire de recherche si l'on ne va pas chercher de l'argent, toutes sources confondues.* » Wolfgang Dekant a bénéficié d'un financement de l'industrie chimique pour une étude sur le bisphénol A publiée en 2008, et a signé 18 contrats de consultant au cours des cinq dernières années. Il dément toute influence de l'industrie.

Jan Hengstler, rédacteur en chef de la revue *Archives of Toxicology*, a dirigé une analyse de la littérature scientifique sur le bisphénol-A en 2011. Parmi ses co-auteurs figuraient un employé d'une division de Bayer AG, le premier producteur de bisphénol-A ; ainsi qu'un scientifique lui-même auteur d'une étude menée pour le compte de l'American Chemistry Council sur le bisphénol-A [NDLR : [American Chemistry Council est l'association des industries chimiques américaines](#)]. L'étude avait conclu que « *l'exposition ne représent[ait] aucun risque notable pour la santé de la population humaine, y compris les nouveaux-nés et les bébés* ».

Lors d'un entretien, Jan Hengstler a déclaré ne pas avoir de liens avec l'industrie. « *Je ne m'intéresse qu'aux choses scientifiques* », dit ce chercheur, qui dirige le Centre de recherche Leibniz sur les l'environnement de travail et les facteurs humains (IFADO) à l'Université technique de Dortmund, en Allemagne.

Nigel Gooderham, rédacteur en chef de la revue *Toxicology Research*, collabore ou a collaboré avec les industries agroalimentaire, pharmaceutique, et celle des pesticides. « *Je n'avais rien à gagner de quelque firme que ce soit en signant ce document. Je l'ai fait en me reposant uniquement sur ma réflexion et mon analyse scientifique* », a déclaré Nigel Gooderham, qui est professeur de toxicologie moléculaire à l'Imperial College de Londres.

Rédactrice en chef de la revue *ALTEX*, Sonja von Aulock n'a pas de liens connus avec l'industrie. Mais selon elle, collaborer avec l'industrie « *ne veut pas dire que les scientifiques sont biaisés par d'éventuels intérêts financiers de l'industrie, ou qu'ils se gardent de prendre des positions qu'ils estimeraient ne pas être dans l'intérêt de la santé publique* ».

Olavi Pelkonen, Kerstin Stemmer, Hans Marquardt et Albert Li ont également reconnu des collaborations passées ou en cours, mais nient tout conflit d'intérêts. Abby Collier, Gio Batta Gori, Alan Harvey, A. Wallace Hayes, James Kehrer, Florian Lang, Frans Nijkamp et Kai Savolainen n'ont pas répondu aux sollicitations de *Environmental Health News*.

Les responsables de la Commission européenne, eux, soulignent que la réglementation des perturbateurs endocriniens reposera sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles. « *Nous souhaitons tous que nos décisions soient fondées sur la science* », assure Joseph Hennon, porte-parole de la Commission européenne pour l'environnement, dans un email. « *Et nous comptons sur la communauté scientifique pour jouer son rôle en informant les politiques publiques et les décideurs avec des faits et des chiffres.* » Avant d'ajouter : « *Les relations entre science et politique doivent être basées sur la confiance. Et nous faisons confiance aux scientifiques pour agir de manière indépendante pour le bénéfice de tous.* »

Conflits d'intérêts : révélations sur des scientifiques liés à l'industrie

Par Stéphane Horel

Article publié par [Environmental Health News](#), 23 septembre 2013

Dix-sept des 18 scientifiques à l'origine d'un éditorial hostile au projet de réglementation européenne des perturbateurs endocriniens ont des liens passés ou actuels avec l'industrie.

Bas Blaauboer, rédacteur pour l'Europe, *Toxicology in vitro* ; professeur de toxicologie, Université d'Utrecht (Pays-Bas)

Bénéficiaire d'un [financement de recherche de 399.676 €](#) du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC) entre avril 2008 et mars 2010. Membre de [Risk 21](#), un projet sur évaluation des risques du Health and Environmental Science Institute (HESI), qui appartient à International Life Sciences Institute (ILSI), une organisation [financée](#) par les industriels des secteurs agroalimentaire, agricole, chimique, pharmaceutique et des biotechnologies.



Abby C. Collier, chef de rubrique, *Chemico-Biological Interactions* ; professeur adjoint, John A. Burns School of Medicine, Université d'Hawaii (États-Unis)

Auteur d'une [étude](#) en partie subventionnée par le « Human Drug Conjugation Consortium » (AstraZeneca, Boehringer Ingelheim, GlaxoSmithKline, F. Hoffman-La Roche, Lilly, Novartis, Pfizer et Wyeth-Ayerst) en 2012. Son laboratoire est [en partie financé](#) par des fondations privées.

Wolfgang Dekant, rédacteur en chef, *Toxicology Letters* ; professeur de toxicologie à l'Université de Würzburg (Allemagne)

Financement de l'American Chemistry Council pour une [étude](#) sur le bisphénol A en 2008. 18 contrats de consultant avec des sociétés privées entre 2007 et 2012. Membre du conseil scientifique du Research Institute for Fragrance Material, une organisation de l'industrie du parfum, des détergents et des cosmétiques. Ancien membre d'un groupe consultatif pour l'Association allemande de l'industrie automobile. Financements de recherche de Honeywell depuis 2006 ([source pour ces collaborations](#)). Co-auteur d'une [étude](#) financée en 2013 par la Tetrahydrofuran Task Force, un consortium de fabricants américains de tétrahydrofurane, le Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC) et le Toxicology Forum. [Collaboration](#) avec l'organisation de lobbying International Life Sciences Institute (ILSI) en 2005.



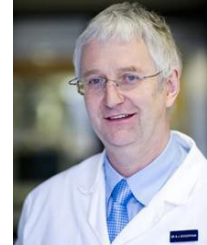


Daniel R. Dietrich, rédacteur en chef, *Chemico-Biological Interactions* ; directeur du groupe de recherche en toxicologie environnementale à l'Université de Constance (Allemagne)

[Ancien conseiller](#) pour le Centre européen d'écotoxicologie et de toxicologie des produits chimiques (ECETOC), [financé par des industriels de la chimie, des pesticides et du pétrole](#). Co-auteur d'études avec des employés de [Dow Europe et AstraZeneca](#), et [Bayer Healthcare](#).

Nigel Gooderham, rédacteur en chef, *Toxicology Research* ; professeur de toxicologie moléculaire, Imperial College London (Grande-Bretagne)

Membre du groupe d'experts de la Flavor and Extract Manufacturers Association (FEMA), l'association américaine de l'industrie des arômes. Financements de recherche de GlaxoSmithKline et du fabricant de pesticide Syngenta. Collaboration avec Nestlé ([source pour ces collaborations](#)). [Ancien consultant](#) pour Procter & Gamble et actionnaire de Banco Santander et Hargreaves Lansdown. Co-auteur d'études avec des employés de [GlaxoSmithKline](#), [AstraZeneca](#) et [Syngenta](#).



Gio Batta Gori, rédacteur en chef, *Regulatory Toxicology and Pharmacology* (États-Unis)
[Consultant de l'industrie du tabac](#) de 1980 à 1999 avec des revenus de plusieurs millions de dollars. La société savante International Society of Regulatory Toxicology & Pharmacology (IS RTP), propriétaire de la revue *Regulatory Toxicology and Pharmacology*, a été financée par l'[American Chemistry Council](#), Dow AgroSciences, Coca-Cola, [Monsanto](#) ou The Weinberg Group.

Alan L. Harvey, rédacteur en chef de *Toxicon* ; professeur de pharmacologie, Strathclyde Institute of Pharmacy and Biomedical Sciences (Grande-Bretagne)

Son groupe de recherche au sein du Strathclyde Institute of Pharmacy and Biomedical Sciences dit avoir « [des liens actifs](#) » avec Pfizer, Allergan, Schering Plough, Johnston Matthey, GlaxoSmithKline et AstraZeneca.



A. Wallace Hayes, rédacteur pour les Amériques, *Human and Experimental Toxicology* ; rédacteur en chef, *Food and Chemical Toxicology* ; conseiller scientifique principal chez Spherix Consulting (États-Unis)

Ancien employé de Rohm and Haas Company, aujourd'hui une filiale de Dow Chemicals, de 1980 à 1984, et du géant du tabac R.J. Reynolds de 1984 à 1991 ; ancien vice-président pour « l'intégrité des produits » chez Gillette Company ([source](#)); ancien directeur et responsable de la sécurité des produits chez [Gradient Corp](#). Conseiller scientifique principal chez [Spherix Consulting](#).

Jan Hengstler, rédacteur en chef, *Archives of Toxicology* ; directeur du Centre de recherche Leibniz sur l'environnement de travail et les facteurs humains (IFADO) à l'Université technique de Dortmund (Allemagne)

Auteur d'une [analyse](#) de la littérature scientifique sur le bisphénol A, publiée en 2011, qui concluait : « l'exposition ne représente aucun risque notable pour la santé de la population humaine, y compris les nouveaux-nés et les bébés ». Parmi ses co-auteurs figuraient un employé de Bayer Schering Pharma, une division de Bayer AG, le premier producteur de bisphénol A, [deux consultants](#), et Wolfgang Völkel, auteur d'une autre [analyse](#) sur le bisphénol A menée en 2008 pour le compte de l'American Chemistry Council avec Wolfgang Dekant (voir ci-dessus).





James P. Kehrer, rédacteur en chef, *Toxicology Letters* ; professeur et doyen de la faculté de pharmacie et des sciences pharmaceutiques, Université de l'Alberta (Canada)
A reçu 22.500 \$ du géant du tabac R.J. Reynolds en 1997, selon son [curriculum vitae](#). Doyen de la faculté de pharmacie et des sciences pharmaceutiques à l'Université de l'Alberta, qui a reçu un don de 7 millions de dollars du [Groupe Katz](#) en 2007, assorti de 5,5 millions de dollars de firmes pharmaceutiques.

Florian Lang, rédacteur en chef, *Toxins* ; directeur du département de physiologie, Université de Tübingen (Allemagne)

Co-inventeur de [17 brevets](#) pour des substances déposées par le géant pharmaceutique Merck.



Albert Li, chef de rubrique, *Chemico-Biological Interactions* ; PDG de In vitro ADMET Laboratories LLC, (États-Unis)

Ancien employé de Monsanto, 1982-1993. Co-fondateur, président et PDG de quatre sociétés de biotechnologie depuis 2004. Récompensé par le Monsanto Achievement Award (1985), le Monsanto Searle Research Alert Award (1992), et le Recognition Award de Ciba Pharmaceuticals Preclinical Safety (1995) ([Source](#)).

Hans Marquardt, rédacteur en chef, *Toxicology* ; département de Toxicologie (retraité), École de médecine de l'Université de Hambourg (Allemagne)

[Membre du conseil scientifique](#) du « Programme de recherche externe », du géant du tabac Philip Morris en [2001](#), [2002](#), [2003](#), [2004](#), [2005](#), [2006](#) et [2007](#). Rémunéré [51.076 \\$](#) pour son travail en 2002-2003.



Frans P. Nijkamp, rédacteur en chef, *European Journal of Pharmacology* ; ancien directeur du département de pharmacologie et de physiopathologie, Université d'Utrecht (Pays-Bas)

[PDG de CURAX BV](#), une Contract research organization (CRO) affiliée à l'organisation de lobbying [ILSI Europe](#), et fournissant ses services pour « tester de nouvelles entités chimiques pour l'industrie pharmaceutique, ainsi que de nouveaux ingrédients pour l'industrie agroalimentaire ». Récompensé par un [prix de 25.000 €](#) d'AzkoNobel en 2006

Olavi Pelkonen, rédacteur en chef, *Frontiers in Predictive Toxicology* ; professeur de pharmacologie (émérite) et ancien directeur du département de pharmacologie et de toxicologie de l'Université de Oulu (Finlande)

Classé « [Niveau de risque 3](#) » par l'Agence européenne des médicaments pour ses « intérêts directs avec l'industrie pharmaceutiques », comme ses activités de [consultant](#) pour Pfizer, Orion Pharma, UCB Pharma ou Xemet.



Kai Savolainen, rédacteur pour l'Europe et le reste du monde, *Human and Experimental Toxicology*, directeur du Nanosafety Research Centre, Institut finlandais de la santé au travail (Finlande)

[Impliqué](#) dans des projets de recherche européens comprenant des partenaires privés et des financements privés partiels, comme [NANOREG](#) (BASF, Arkema France, Bayer MaterialScience AG), [NANODEVICE](#), [NANOKEM](#), [NANOSUSTAIN](#) et [NANEX](#). Son employeur (Institut finlandais de la santé au travail) est un [membre affilié](#) de la Nanotechnology Industries Association (Association des industries des nanotechnologies).

Kerstin Stemmer, rédactrice en chef adjointe, *Toxicology in Vitro* ; directrice du département Métabolisme et cancer à l'Institut pour le diabète et l'obésité, Helmholtz Centre, Munich (Allemagne)

[Thèse de doctorat](#) en collaboration avec Bayer-Schering AG. Co-auteur d'études avec des employés de [Bayer HealthCare AG](#), et Eli Lilly and Co. et Hoffmann-La Roche avec des [fonds de recherche de Marcadia Biotech et Roche Pharmaceuticals](#).
Récompensée par le Junior Investigator Award de Nycomed en 2010.



Sonja von Aulock, rédactrice en chef, *ALTEX* ; scientifique, département de pharmacologie biochimique, Université de Constance (Allemagne)
Pas de liens connus avec l'industrie.

Adapté pour la version française par Stéphane Horel.

Stéphane Horel, basée à Paris, est une journaliste indépendante et documentariste qui enquête sur les conflits d'intérêts et l'influence autour de questions de santé publique. Elle travaille sur un documentaire sur la réglementation des perturbateurs endocriniens en Europe.

Brian Bienkowski est rédacteur en chef et journaliste à Environmental Health News.

Envoyez vos questions ou commentaires à la rédactrice en chef de Environmental Health News, Marla Cone - mccone@ehn.org

[Environmental Health News](#) (EHN) est un service d'information financé par des fondations et basé aux États-Unis. EHN publie ses propres articles et offre un accès quotidien aux informations environnementales du monde entier.

Liens vers les articles originaux en anglais :

<http://www.environmentalhealthnews.org/ehs/news/2013/eu-conflict>

<http://www.environmentalhealthnews.org/ehs/news/2013/eu-conflict-list>